

# Cuba : un bel exemple de « victim blaming » dans De Standaard

Le Standaard récidive. Depuis 65 ans, Cuba est victime d'un blocus économique meurtrier. Au lieu de dénoncer cette politique scandaleuse des États-Unis, le journaliste de service s'en prend à la victime de cette politique.

Katrien Demuyne et Toon Danhieux



Le 13 mars dernier, le Standaard a publié un « reportage » sur Cuba dans lequel l'auteur, Lode Delpitte, énumère un certain nombre de « faits » sur la très grave crise économique que traversent actuellement les Cubains. Toutefois, il ne mentionne nulle part dans quel contexte international cette crise est survenue. Nous avons droit à une citation d'un « analyste politique » : « Cette situation est dantesque et purement le résultat d'une mauvaise gouvernance. »

Voilà qui peut difficilement être qualifié de journalisme sérieux. C'est comme faire un rapport sur l'économie et la situation de Porto Rico sans mentionner qu'un ouragan dévastateur s'y est abattu il y a deux ans, pour conclure que les autorités portoricaines y font n'importe quoi.

## De Standaard

Cubanen zien af: “Een krat eieren kost al snel twee maanden pensioen”



(foto : De Standaard : une caisse d'œufs représente facilement deux mois de retraite)

### Un blocus économique et financier total

La « ligne de vie soviétique » est tombée (en 1991), écrit l'auteur, faisant référence à l'implosion de l'Union soviétique et à la disparition de l'alliance de coopération économique COMECON dans laquelle Cuba jouait un rôle important.

Bien sûr, l'URSS et le bloc de l'Est ont constitué une importante bouée de sauvetage,

mais il s'agissait là d'une pure nécessité, après que les États-Unis eurent imposé un embargo économique sur la toute jeune révolution dès 1961 et que l'Europe de l'Ouest n'y eut pas émis d'objection.

Les États-Unis avaient [l'intention explicite](#) d'affamer la population afin de l'inciter à s'opposer à ses dirigeants. Le fait que les principaux flux commerciaux de Cuba soient orientés vers la lointaine Europe de l'Est et non vers les États-Unis, situés à moins de cent kilomètres, n'était donc en aucun cas un choix du gouvernement de La Havane, mais une pénible nécessité.

Lorsqu'il s'est avéré que le socialisme et les Cubains résistaient bien mieux que ce que Washington pensait possible, l'embargo a été étendu à un véritable blocus, ce qui signifie que les pays tiers ont également été mis sous pression pour ne pas commercer avec Cuba.

Ce blocus a atteint de nouveaux sommets sous Trump, avec 243 mesures supplémentaires et l'inscription de Cuba dans la liste arbitraire des États qui encouragent le terrorisme. Cela rend impossible toute transaction financière internationale et fait en sorte que Cuba n'a pratiquement aucun moyen d'obtenir des crédits sur le marché monétaire international.

Trump a placé Cuba sur la liste des pays terroristes pour des raisons purement politiques. Ni Israël ni l'Arabie saoudite ne figurent sur cette liste. C'est comme un coup final pour affamer le pays. En conséquence, presque aucune banque dans le monde ne fait encore de transactions avec Cuba, par crainte des sanctions – illégales, mais efficaces – qui les attendent de la part des États-Unis, sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion de la plus grande économie du monde.

Imaginez ce qu'il adviendrait de l'économie belge si la quasi-totalité des échanges avec ses voisins était supprimée et si les transactions financières étaient impossibles. Au lendemain de la crise du Covid, notre économie s'est effondrée de [près de 15 %](#).

Il s'agissait alors d'un choc dont la cause était momentanée. Si une telle situation était permanente, nous serions sans aucun doute aujourd'hui dans une situation économique totalement désastreuse. Pourtant, pour le journaliste du Standaard, ce blocus le plus long de toute l'histoire du monde est apparemment un détail sans importance.

### **Le Covid et la crise économique mondiale**

L'article ne fait pas non plus référence à la crise économique mondiale déclenchée par la pandémie, crise qui affecte principalement les économies les plus faibles du Sud. La pandémie a provoqué un arrêt complet du tourisme, qui est l'une des principales sources de revenus de l'île. Le tourisme ne s'est toujours pas rétabli, ce qui est principalement dû à la perte de pouvoir d'achat dans le monde entier.

De plus, Cuba a résolument choisi de protéger sa population par le développement de vaccins, étant donné que l'accès au marché mondial est inexistant. Cela a évidemment représenté un investissement énorme et imprévu.

Cet investissement a débouché sur cinq vaccins et une vaccination entièrement gratuite de la population à partir de l'âge de deux ans, ce qui a permis d'enrayer immédiatement la crise sanitaire ; ces vaccins ont également apporté à plusieurs autres pays du Sud une protection vitale que des firmes comme Moderna ou Pfizer n'y garantissent pas.

### **Quelle voie d'issue à la crise ?**

Pratiquement aucun pays – à l'exception de la Chine et de la Russie – n'ose réellement s'opposer au mastodonte américain.

Au cours de la dernière décennie, le Venezuela a été l'une des alternatives aux partenaires commerciaux perdus de l'Europe de l'Est, jusqu'à ce qu'il soit lui-même victime d'un blocus américain illégal similaire. En conséquence, les vastes réserves de pétrole du pays ne peuvent plus être exploitées ou exportées de manière efficace. C'est pourquoi le Venezuela a réduit son approvisionnement en pétrole, comme le constate le journaliste du Standaard.

Bien que le blocus ait empêché un développement économique normal pendant plus de soixante ans, les autorités cubaines mettent l'accent sur la recherche de solutions créatives et sur l'optimisation de l'efficacité de leur propre production.

Le président Miguel Díaz Canel visite les entreprises publiques trop peu performantes afin d'identifier et de résoudre les problèmes avec la direction et les travailleurs concernés. C'est un sujet presque quotidien dans les journaux télévisés à des heures de grande écoute.

Ces dernières années, Cuba a également ouvert son économie à une activité économique plus importante de la part d'entreprises privées. Comme le souligne à juste titre Lode Delputte, cela garantit une certaine offre, mais aux « prix du marché », c'est-à-dire que tout ce qui est rare est extrêmement cher par rapport au revenu moyen d'un Cubain.

Une pénurie d'aliments pour poules entraîne une diminution du nombre d'œufs pondus et, sur le marché noir, une clayette d'œufs peut coûter jusqu'à deux mois de pension. Un titre que le journaliste du Standaard reprend d'ailleurs d'un article de ce qu'il appelle le site web « fidèle au régime » Cubadebate.



(Libreta ou livret de rationnement. Photo : Katrien Demuynek)

Heureusement, le gouvernement continue à assurer l'approvisionnement en nourriture par le biais du « libreta » ou livret de rationnement familial pour les produits alimentaires et ménagers subventionnés. Grâce à ce système, chaque enfant cubain reçoit

également du lait, malgré la grave crise économique.

Les prix sur le marché mondial signifient que Cuba doit faire appel davantage qu'auparavant au programme alimentaire des Nations unies. La production de lait n'est déjà pas en soi évidente dans un pays tropical, mais d'autres facteurs contribuent à la pénurie de lait, comme l'insuffisance de nourriture pour les vaches laitières, le manque de pièces détachées, les pannes d'électricité et encore bien d'autres éléments.

Mais on pourrait aussi dire que la cause première de la pénurie de lait est le fait que Cuba veut garantir cet apport de protéines à chaque enfant cubain.

Dans ce contexte de pénuries généralisées, il n'y a pas de marge pour des erreurs sur le plan de l'économie. Or les gens commettent des erreurs, volontairement ou non, et celles-ci qui ont des conséquences désastreuses dans l'ensemble du contexte. De plus, les pénuries engendrent une inflation galopante qui rend les salaires pratiquement sans valeur.

La situation géopolitique désastreuse dans laquelle Cuba tente de survivre depuis plus de soixante ans mérite, pour Lode Delputte, au moins une phrase : « Joe Biden fait preuve de timidité en annulant les sanctions renforcées par Donald Trump. » La levée du blocus économique est pourtant la condition préalable à la résolution des problèmes de l'économie cubaine.

[Chomsky](#) décrit le blocus comme « l'obsession hystérique de Washington d'écraser Cuba ». Ce blocus est l'un des plus grands scandales de l'histoire récente, contre lequel le monde entier vote chaque année aux Nations unies.

L'article de De Standaard est un bel exemple de « victim blaming », de culpabilisation des victimes. Au lieu de dénoncer la politique scandaleuse des États-Unis, le journaliste s'en prend à la victime de cette politique.

## **Manifestations à Santiago**

Le 17 mars 2024, des manifestations spontanées ont eu lieu dans un quartier de la deuxième ville du pays, Santiago, pour protester contre les fréquentes coupures d'électricité et les problèmes d'approvisionnement en lait pour les enfants. Immédiatement, la presse contre-révolutionnaire et une armée de trolls ont tenté de gonfler les faits. Ainsi, une manifestation comme il y en a plusieurs en Europe chaque jour a fait la Une des grandes agences de presse.

Va-t-on nous informer du fait Beatriz Jhonson Urrutia, une femme de couleur de 55 ans, secrétaire du parti et ancienne gouverneure de la province de Santiago, s'est immédiatement rendue parmi les habitants pour écouter leurs doléances et y répondre ? Va-t-on nous montrer des images des officiers de police en train de discuter avec les participants ?

## **Solidarité**

La situation à Cuba est particulièrement épuisante pour les habitants de l'île qui, depuis soixante-cinq ans, tentent de maintenir un cap souverain face au grand voisin du nord. Certains Cubains résolvent le problème en émigrant, temporairement ou non, principalement vers les États-Unis, où des millions de Cubains ont historiquement de la famille.

Ils fournissent des « remesas », les nombreuses sommes, souvent modestes, envoyées à la famille à Cuba, qui leur permettent ainsi de faire face aux problèmes les plus importants. Ou bien ils y travaillent pendant un certain temps pour récolter un peu d'argent.

La majorité des Cubains travaillent et essaient de tirer le meilleur parti de la situation, sachant que l'abandon du socialisme entraînera encore plus de problèmes pour la majeure partie de la population. Malgré le cliché souvent véhiculé sur la « vieille garde historique », de nombreuses fonctions sont occupées par des jeunes, nés après la révolution et qui font preuve d'un grand engagement envers leur pays.

Cuba mérite une chance. Au lieu de critiquer à la marge, mettons nos efforts au service d'une vraie solution : la levée du blocus. À cet égard, une information juste et honnête joue un rôle crucial.